

Office National de la Navigation

353^e Dossier
128056

S.N.C.F. - Région du Nord

Domaine

Locations pour la location des
locaux de navigation. 14 rue de la
Pauze de

Nom du Locataire Office National de la Navigation, 47 rue Gambou à Paris

Désignation Installation électrique aérienne sous le P.I. Km 249/690

Commune d'Argin

Annex à la 2^e par Valenciennes

note inspectoral du 25 juin 1933

Nord

Receveur

G. B.

Colonne unique

1^{er} janvier

Commencement du Bail 15 Août 1933

Fin du Bail

ind. et

Loyer annuel

25^{fr}

~~Fiche 1210~~

note dossier général de perception

FICHE DE PERCEPTION
remise le 42 OCT 1933

6 OCT 1954

DUPLICATA

Copie

Paris, le 24 Juillet 1942
18, rue de Dunkerque

V.B.N.Gx-n°D¹

Monsieur,

Aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 25 Juin 1932, l'Office National de la Navigation - Chambre de Commerce de Valenciennes - a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I., Km 248/690 de la ligne de Douai à la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la Commune d'Anzin.

L'article 5 de cet arrêté stipule que ledit Office devra payer, pour la traversée du chemin de fer, une redevance annuelle de 25 frs.

Nous nous apercevons que cette redevance n'a pas été mise en recouvrement.

L'Office se trouve donc actuellement redevable envers la S.N.C.F. d'une somme de 250 frs montant des redevances afférentes à la période du 15 Août 1933 date à laquelle la canalisation a été installée, au 14 Août 1943.

J'ai l'honneur de vous informer que nous allons vous faire présenter prochainement une quittance de cette somme.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU DOMAINE,
signé :

Monsieur le Directeur
de l'Office National de
la Navigation
47, rue Cambon
à P A R I S.

*la lettre est partie
le 24-7- le duplicata
a été égaré*

Paris, le 24 Juillet 1942
18, rue de Valenciennes

Etude de M^e Hochedé, Notaire

A SAINT-JOSSE-S-MER (PAS-DE-CALAIS)

100-x-2.5.5.1

Fait le 3 Juin 1942.

aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 10 Mars 1942, l'Office National de la Navigation - Chambre de Commerce de Valenciennes - a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

Sur son territoire, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne sous le P.I. 1.1.1. de la ligne de la frontière par Valenciennes, sur le territoire de la commune d'Anzin.

DOMAINE
et EXPROPRIATIONS

SERVICE DU DOMAINE

Renseignements demandés le 10 Juin 1942

à Monsieur le Chef du 4^e Arrondissement de la Voie à Lille

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

V.B.N. Gr. D ¹ Demande	Réponse
<p>Aux termes d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Département du Nord en date du 25 Juin 1932, l'Office National de la Navigation a été autorisé à installer une canalisation électrique aérienne de 1^{re} catégorie au point Kilométrique 248/690 de la ligne de Douai à la fr par Valenciennes, C^{us} d'Anzin.</p> <p>Pour me permettre de faire assurer le recouvrement de l'indemnité annuelle de 25^{fr} prévue à cet arrêté, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire savoir si, et depuis quelle date, la canalisation dont il s'agit a été installée.</p> <p>Votre très dévoué,</p> <p>Le Chef du Domaine</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Lille, le -8 JUIL 1942</p> <p>Monsieur le Chef du Domaine Paris</p> <p>Cette canalisation a été installée le 15 Août 1933 et mise en service en Janvier 1934.</p> <p>L'Ingénieur Principal de la Voie</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>7 JUIL 1942</p>

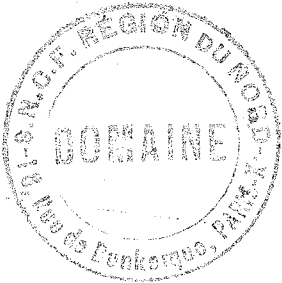
Paris, le

7 JANV 1957 DS

VB.N gdDl 128056

Occupation du domaine public
du chemin de fer par des
canalisations électriques
autres que celles de l'E.d.F.

Monsieur THOUVENOT
Chef de la Subdivision de la
Signalisation et des Installations Electriques



L'Avis Général VB 10b chapitre 4 n°1 du 16 Février 1956 a prévu l'application, sur la S.N.C.F., du décret n° 56 151 du 27 Janvier précédent, portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la loi n° 53-661 du 1er Août 1953 en ce qui concerne la fixation du régime des redevances pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique.

Nous allons nous trouver ainsi amenés à reprendre la perception de certaines redevances afférentes à diverses canalisations électriques autres que celles de l'E.D.F. occupant le domaine public du chemin de fer, redevances dont la perception avait été suspendue parce qu'inférieures à 100 f par an (application de la lettre Cpté Gle Fe 700.1588 du 1.6.1951)

C'est le cas de la canalisation électrique aérienne établie sous le PI du Kil. 248,690 de la ligne de Douai à la frontière par Valenciennes sur le territoire de la Commune d'Anzin.

Ayant fait l'objet

a) d'un arrêté du 25/6/1952 de M.le Préfet de Nord

b) d'un traité du /

canalisation établie au profit de la Compagnie Générale de Traction sur les voies navigables (ex Office National de la Navigation).

Je vous prie de me faire connaître le plus rapidement possible si cette installation existe toujours et, dans l'affirmative, de m'indiquer les nom, qualité et adresse du bénéficiaire actuel.

En vue de déterminer le montant de la redevance, vous voudrez bien, en même temps, me faire connaître la longueur de la canalisation dans les emprises du chemin de fer et me préciser si cette canalisation est accolée à l'ouvrage du ch. de fer

Le Chef de la Section du Domaine,

Manu

170756

Manu
8/1

dz 22.

Transmis à M. le Chef du 5^e Arrondissement VB à Arras

en le priant de me fournir les renseignements demandés.

Paris, le 10 JANV 1957

Le Chef de la Subdivision de la Signalisation
et des Installations Electriques

CA VB

Transmis à M. le Chef de Section à Valenciennes

en le priant de me fournir les renseignements demandés

Arras, le 11 JANV 1957
Le Chef du 5^e Arrondissement VB

Section

Transmis à M. le Chef de district à Valenciennes

en le priant de me fournir les renseignements demandés

Valenciennes, le 12/1/57
Le Chef de Section

571^e District

En retour à M. le Chef de Section à Valenciennes

Rayer les (L'installation n'existe plus
mentions (- existe toujours dans sa situation d'origine
inutiles (- et a subi les modifications suivantes
(
(
(

- Est-elle accrochée à l'ouvrage du ch de fer ? Non
- Longueur de la canalisation dans les emprises du chemin de fer 2.8^m, 60 m
- Le bénéficiaire actuel est :

Nom : Compagnie Générale de Traction sur les Voies Navigables

Qualité :

Adresse : 54 Avenue Marceau - Paris VIII^e

Valenciennes le 17-1-57

Le Chef de district,

Flouquet

Section

En retour à M. le Chef d'Arrondissement
avec les renseignements demandés.

A Arras le 18 Janvier 1957

Le Chef de Section praf
H

CA VB

En retour à M. le Chef de la Subdivision de la Signalisation
et des Installations Electriques avec les renseignements demandés.

A Arras le 19 Janvier 1957

Le Chef d'Arrondissement VB
Lam

dz ae

En retour à M. le Chef de la Section du Domaine avec les
renseignements demandés.

A PARIS, le 24 JANV 1957

Le Chef de la Subdivision de la Signalisation
et des Installations Electriques
Lam

24 JANV 1957
17

- 7 JANV 1957

128056

Minute

la canalisation électrique aérienne établie sous
le PI du Kil. 248,690 de la ligne de Douai à la frontière par Valenciennes
sur le territoire de la Commune d'Anzin.

25/6/1952

Nord

les voies navigables (ex Office National de la Navigation) ^{la Compagnie Générale de Traction sur}

Canalisation et accolée à l'ouvrage de ch de fer et une préciser si cette

Le Chef de la Section
du Domaine

A R R E T E .

Ligne de Douai à la
Frontière par Valenciennes.

Commune d'Anzin.

Association "Chambre de Commerce
de Valenciennes - Office National
de la Navigation", pétitionnaire.

Le Préfet du Département du Nord,

N° 2.759 E

Vu la pétition en date du 8 Avril 1932 présentée par M. HOUPEURT, Directeur de l'Office National de la Navigation agissant comme gérant de l'Association "Chambre de Commerce de Valenciennes" - "Office National de la Navigation" demeurant à Paris, Rue Cambon N° 47, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de Douai à la frontière, par Valenciennes, sous le P.I. Kil. 248.690, sur le territoire de la commune d'Anzin, une canalisation électrique aérienne de première catégorie, 600 volts (courant continu) pour la traction électrique des bateaux sur le canal de l'Escaut.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 juin 1845 et le décret du 11 Novembre 1911, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer;

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret du 29 juillet 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 Avril 1927;

Vu les observations en date du 25 Mai 1932 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du Département du Nord;

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord;

A R R E T E :

Article 1er - L'Association "Chambre de Commerce de Valenciennes - Office National de la Navigation" demeurant à Paris rue Cambon N° 47, est autorisée à établir au travers du chemin de fer de Douai à la Frontière par Valenciennes sous le P.I. Kil. 248/690 sur le territoire de la Commune d'Anzin, une canalisation électrique aérienne de première catégorie devant porter du courant continu d'une intensité efficace de

M. MOYRAND.

TETTELIN.

ARBELLET.

.....

90 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 600 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

Article 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 30° par deux traversées de 12m50 d'ouverture.

Ses supports seront des poteaux en béton armé avec consoles métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par compression de 36 kilogrammes par centimètre carré de section pour le béton et par traction de 42 kilogrammes par millimètre carré de section pour le métal.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton ayant 0,80 x 0,80 m.

Ils auront 3 mètres de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors de l'emprise du chemin de fer.

Les isolateurs, à double cloche en porcelaine, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 50 kilogrammes par millimètre carré de section.

La canalisation sera formée d'un conducteur nu en cuivre électrolytique présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré.

Le conducteur aura une section de 78,5 millimètres carrés. Des dispositifs de protection seront établis contre tout contact éventuel du conducteur avec les lignes électriques

établies ou à établir le long des voies ferrées, dans des conditions agréées par la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

L'association prendra en outre toutes mesures utiles pour garantir la sécurité des dites lignes, notamment si la pratique démontrerait que les dispositifs adoptés présenteraient des inconvénients ou étaient jugés insuffisants.

Elle supportera les frais d'établissement, d'entretien et, éventuellement, de modification de ces dispositifs de protection.

L'Association permissionnaire se concertera, au préalable, avec M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à Lille et M. le Chef de District en résidence à Valenciennes, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et entretiens ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'Association permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

.....

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, l'Association permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, elle restera chargée en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation préalable de la Compagnie du Nord.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de l'Association permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite compagnie pour le compte de l'Association permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc.... exposés par elle à l'occasion de la traversée, lui seront remboursés par l'Association permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - L'Association "Chambre de Commerce de Valenciennes - Office national de la Navigation" paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de Vingt Cinq francs.

Article 6 - L'Association permissionnaire devra toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, l'Association permissionnaire sera tenue d'indemniser à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique de l'Association permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir auprès de l'Autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

(+) L'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée.....

Article 9. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10. - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°) à M. le Maire de la Commune d'Anzin;
- 2°) à M. l'Ingénieur en Chef du Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier à l'Association "Chambre de Commerce de Valenciennes" - "Office National de la Navigation";
- 3°) à M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4°) à M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord.

Fait à Lille, le 25 Juin 1932,

LE PRÉFET,
Pour le Préfet du Nord,
Le Conseiller de Préfecture délégué,
(signé) : Luz.

Pour expédition conforme,
Le Chef de Division délégué,

(signé) :

Ampliation transmise à la Compagnie du Nord,
Paris, le 9 Août 1932,

L'Ingénieur en Chef,

(signé) :

15
M Office National de la Navigation
admis les 9^e au nom de la C^{ie} G^e d'Éducation
sur les Voies Navigables
54 Av^{ue} Marceau à Paris 8^e *#*

Echéance. *15 Août*

Compte à créditer

art. 1 p. 6

Produits *NT*

DOSSIER N^o **128056**

Désignation: *Can. élect. air au km 248/690*
L^{ne} d'Anzin

Devis à la fr^e par Valenciennes

Traité du *15 Août 1933* au *Ind^{ice}*

Redevance annuelle: *25^t*

C. G.

Libellé de la quittance: *Redev^{ance} du 15 Août 19... au 14 Août 19...*
Canal^{on} élect. aérien au km 248⁶⁹⁰ à Anzin (Circ^{ulaire}
préfectoral du 25 juin 1932) pour le compte de l'Office National de la
Navigat^{ion}

Echéance du au		Montant des Quittances	Numéros des Quittances	Observations.
<i>15 Août 1933</i>	<i>14 Août 1943</i>	<i>250⁷</i>	<i>17.754</i>	
<i>" 1943</i>	<i>" 1944</i>	<i>25</i>	<i>16.503</i>	
<i>" 1944</i>	<i>" 1945</i>	<i>25</i>	<i>19.112</i>	
<i>" 1945</i>	<i>" 1946</i>	<i>25</i>	<i>18.355</i>	
<i>" 1946</i>	<i>" 1947</i>	<i>25</i>	<i>15661</i>	
<i>" 1947</i>	<i>" 1948</i>	<i>25</i>	<i>15393</i>	
<i>" 1948</i>	<i>" 1949</i>	<i>25</i>	<i>18681</i>	
<i>" 1949</i>	<i>" 1951</i>	<i>50</i>	<i>100341</i>	
<i>15 Août 1951</i>	<i>14 Août 1954</i>	<i>84</i>		
Date de sortie du dossier pour revision ou renouvellement				<i>19</i>
<i>12 OCT 1950</i>				

Office National de la Navigation
N° du Dossier 98240
Chemin de Fer du Nord
Contentieux et
Domaine.

Locations avec la Société Franchon au
29 rue de Valenciennes, 19 et 20 à Paris

Nom du Locataire Officiel National de la Navigation 47 R. Caubert à Paris
Désignation Localisation électrique d'entretien, Commune de
Valenciennes, P. S. Fil: 249/815 (Route National N° 47)
de la ligne de Paris à la Frontière par Lille & Valenciennes.
Arrêté du 10 Septembre 1930.

Receveur

amié la 3^e semaine
de l'été, 75
3^e rue de Valenciennes

Commencement du Bail 15 Septembre 1930
Fin du Bail (1930) 1932
Loyer annuel 25⁺, profit, contribution indirecte
sur un P. S.

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
du	au			du	au		
1 ^{er} Fév 1930	14 th 7 th 1931	20 ⁺	161150	14/12/1930			
" 1931	" 1932	20 ⁺	13034				
" 1932	" 1933	20 ⁺	12948				
" 1933	" 1934	20 ⁺	13034				
" 1934	" 1935	20 ⁺	14372				
" 1935	" 1936	25 ⁺	17690				
" 1936	" 1937	25 ⁺	17945				
" 1937	" 1938	25 ⁺	15545				
" 1938	" 1939	25 ⁺	14630				

Fiche faite

Office National de la Navigation

adresse des quest.
à la C. G. de
Érection sur les Vores Navigables. 54 Avenue

Marsau Paris

DOSSIER N° 98.240

Désignation: Canalisation, électrique
souterraine, Cne de Valenciennes P.S.

kil. 249.715 (Route Nationale 72 45 de la ligne de Paris
à La Frontière par Lille et Valenciennes)

Traité du 15 Septembre 1930 au 1950 1980

Redevance annuelle: 25^{fr} pratik

Echéance.

15
7^{fr}

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

Libellé de la quittance: Red. du 15 7^{fr} 19... au 14 7^{fr} 19...

Canal. électr. souterrain P.S. km 249.715 à Valenciennes (pour
le compte de l'Office National de la Navigation) pour le compte de
l'Office National de la Navigation.)

Echéance		Montant des Quittances	Numéros des Quittances	Observations.
du	au			
15 7 ^{fr} 1939	14 7 ^{fr} 1940	25	13.870	
15 " 1940	14 " 1941	25	13.372	
" 1941	" 1942	25	16.176	
" 1942	" 1943	25	16.672	
" 1943	" 1944	25	18.086	
" 1944	" 1945	25	20003	
" 1945	" 1946	25	16.515	
15 7^{fr} 1946	14 7^{fr} 1947	25	17.260	pratik
				canal. électr. souterrain
				sur un P.S.

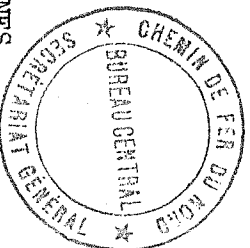
Date de sortie du dossier pour revision ou renouvellement 19

A.P.

CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne de PARIS
à la frontière belge
par LILLE et par VALENCIENNES

Commune de VALENCIENNES



PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU NORD.

ARRETE

" Association Chambre
de Commerce de VALENCIENNES -
Office National de la Navigation"
pétitionnaire

N° E. 2181

Le Préfet du Département du Nord.

Vu la pétition, présentée par M. HOUPPERT, Directeur de l'Office National de la Navigation, agissant en qualité de gérant de l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation" demeurant à PARIS, 47 rue Caubon, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de Paris à la Frontière belge par LILLE et par VALENCIENNES, sur le P.S. Km. 249,815 (route nationale N°45) dit "Pont Jacob", sur le territoire de la commune de VALENCIENNES, une canalisation électrique souterraine de 1^{re} catégorie, 600 volts (courant continu) pour la traction électrique des bateaux sur l'Escaut entre Cordé et Estrun (Bassin Rond);

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 Juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1927;

Vu les observations, en date du 1^{er} Juillet 1930, de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord;

ARRETE:

Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord

Paris, le 22 SEPT. 1930

L'Ingénieur en Chef

Signé

M. MOYRAND, TITTELM, ARBELET

Article premier - "L'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation", demeurant à PARIS, 47 rue Caubon, est autorisée à établir, au travers du chemin de fer de PARIS à la frontière belge par LILLE et par VALENCIENNES, sur le P.S., km. 249,815 (route Nationale N°45), dit "Pont Jacob", sur le territoire de la Commune de VALENCIENNES, une canalisation électrique souterraine de 1^{re} catégorie devant porter du courant continu d'une intensité efficace de 90 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 600 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux Règlements ou arrêtés édictés

.....

en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27
Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

Article 2 - La canalisation sera formée d'un câble armé des
meilleurs modèles connus, constitué par deux conducteurs en cuivre
rouge de 78m/m^2 de section chacun, isolés par du papier imprégné, le
tout entouré d'une gaine de plomb sans soudure recouverte d'une
couche de filin goudronné, cette dernière couche étant recouverte
d'une armature métallique de 1m/m^6 d'épaisseur elle-même entourée de
filin goudronné.

A la traversée du chemin de fer, le câble à installer sera posé
dans le caniveau spécialement aménagé sous le trottoir Nord de
l'ouvrage.

La Société permissionnaire se concertera, avant la pose du câble,
avec M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à DOUAI et
M. le Chef de district en résidence à VALENCIENNES, tant pour l'établis-
sement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer que pour
les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à
n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans
les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonction-
nement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modifica-
tion des installations électriques préexistantes, les frais nécessités
par ces déplacements ou modifications seront à la charge de

"l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National
de la Navigation".

Les essais électriques, prévus à l'article 15 de la Loi du 15
juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être
effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes
et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à
ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent,
"l'Association Chambre de Commerce de Valenciennes - Office National de
la Navigation" demeurera responsable de tous dégâts et accidents
résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des
installations autorisées; elle restera chargée en outre directement,
sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des
risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation
et ses accessoires courront dans l'enceinte du Chemin de fer, par suite
du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne
pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation
nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la
traversée seront exécutés aux frais exclusifs de "l'Association Chambre
de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation", soit
par ses soins propres, sous la surveillance des Agents du Chemin de
fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger
pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit, pour tout
ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande, ou si
le Service du Contrôle du Chemin de Fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte
de l'Association permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardien-
nage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc....
exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des
installations de la traversée, lui seront remboursés par elle dans le
mois de leur achèvement avec une majoration de 12% pour frais généraux
et intérêts.

.....

Article 5 - "L'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation - paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 25frs,

Article 6 - " L'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation " devra, toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le Chemin de fer, opérer, à ses frais, le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, l'Association permissionnaire sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée, s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique de l'Association permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

1°- A M.le Maire de la Commune de VALENCIENNES;

2°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier à "l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation" à Paris 47 rue Cambon;

3°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

4°- A M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord.

Fait à LILLE, le 10 SEPT. 1930

Le Préfet
Pour le Préfet

Le Secrétaire Général délégué

Signé: Bouyard

12

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
AUX
COMMUNICATIONS

ÉTAT FRANÇAIS

OFFICE NATIONAL
DE LA NAVIGATION

Paris, le 17 FEV 1943

19

7/8° Section

Adresser la correspondance
à M. le Directeur de l'Office National
de la Navigation
47, rue Cambon (1^{re})

Adresse télégr. : Offinavi-Paris-35

TÉLÉPH. : OPÉRA { 08-11
54-61
40-51
84-33

Compte de Chèques postaux :
357-45 PARIS

Référence à rappeler :

Le Directeur de l'Office national de la Navigation :

à M la Société Nationale des Chemins de Fer
3, Impasse de la Chapelle,
PARIS XVIII°

Objet: Règlement des factures

Référence: Votre lettre V.B./N. gx - Der N° 97.925 D2
du 3 Février 1943

77 | O. N. N. | 7/3
Sur cette indication
dans la réponse,

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les factures établies pour la traction sur l'Escaut, entre Etrun et Condé doivent être adressées à la Compagnie Générale de Traction sur les Voies Navigables (54, Avenue Marceau, PARIS (8°)).

Je vous informe toutefois que les factures que vous m'avez déjà envoyées ont été réglées par l'Office.

Ces factures sont les suivantes :

- 1° - le 25 -9-42 Redevances du 18/8/33 au 14/8/43
Canalisation électrique aérienne
au Km. 248.690 à Auzin Frs 250.-
- 2° - le 25- 9-42 Redevances 15/8/42 au 14/8/43. Ca-
nalisation électrique aérienne :
1°/au Km. 248.542 à Brucy s/ Eteaut
2°/ " " 31.218 à Frehu " 50.-
- 3° - le 29-10-42 Redevances 15/9/42 au 14/9/43. Ca-
nalisation électrique souterraine
Km. 249.815 à Valenciennes " 25.-

20 FEV 1943
D⁷ 10² 4

.....

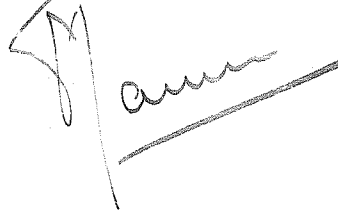
En ce qui concerne votre dernière facture de 100 Frs, relative à la redevance du 1er Juillet 1942 au 30 Juin 1943 pour une canalisation électrique aérienne:

- 1° - au kil. 222/100 à Neuville-sur-Escaut;
- 2° - au kil. 231/760 à Rouvignies;
- 3° - au kil. 234/500 à Thiant;
- 4° - au kil. 239/370 à Trith-St-Léger;

je vous informe qu'elle devra être directement réglée ainsi que toutes celles à venir relatives au secteur considéré par la Compagnie Générale de Traction sur les Voies Navigables, déjà mentionnée.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Directeur de l'Office
National de la Navigation,
Le Sous-Directeur



Société Française de Halage

Société Anonyme au Capital de 250000 Francs

SIÈGE SOCIAL: 75, Boul^d Haussmann, PARIS (8^e Arr^t)

TÉLÉPHONE
GUT. 47-57
47-58

Adresse Télégraphique
PARELECOP - PARIS

Reg. de Com. de la Seine N^o 215.020

Valenciennes, *Paris*, le 30 Novembre 1930.

Cie du Chemin de Fer du Nord

Comptabilité Centrale

95, Rue de Maubeuge

PARIS (10^e)

Messieurs,

REDEVANCES:

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli un chèque barré N^o A.1807 de Frs 25,00 sur la Banque L. DUPONT & Cie à Valenciennes, pour redevances du 15 Septembre 1930 - 1931.

Canalisation.

Au N^o 249/815 à Valenciennes.

suyvant votre lettre CR N^o465/12 du 29 Octobre 1930 à l'O.N.N.

Veillez agréer, Messieurs nos salutations très distinguées.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE de HALAGE

Le Comptable,

Un Administrateur,

Chèque
H. M. Albert

VEN-3 DEC 30

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRACTION

SUR LES VOIES NAVIGABLES

Société Anonyme au Capital de 6.000.000 de Francs

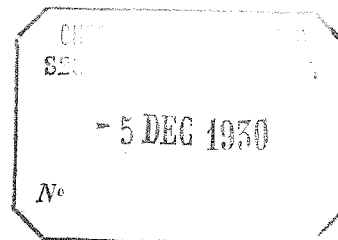


TÉLÉPHONES { ÉLYSÉES 61-20
61-21
INTER ÉLYSÉES 73

CHÈQUES POSTAUX
N°1021.93 PARIS

R.C. SEINE 225.406 B

SIÈGE SOCIAL: 54, Avenue Marceau (8°)



Paris, le

4 DECEMBRE 1930

DIRECTION GÉNÉRALE

Compt. JL/JC

M. G. G. G.
12

LA SOCIÉTÉ DE TRACTION

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD

18, rue de Dunkerque,

P A R I S

Messieurs,

Comme suite à votre lettre du 2 courant n° 98.240 V. j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli un chèque de Frs : 25.-- sur la BANQUE NATIONALE DE CREDIT n° 350.725 représentant la redevance du 15 Septembre 1930 au 14 Septembre 1931 afférente à la Canalisation électrique souterraine installée à VALENCIENNES sous les voies du P.J. Kilomètres 249,815 route Nationale n° 45.

Dans l'attente de votre accusé de réception, veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

LE DIRECTEUR GENERAL :

[Signature]

[Signature]

M. G. G. G.
at. 16/15
Compagnie Générale de Traction
12

Quittance
No 16155

Chemise Ser du Nord (Contentieux et Domaine) 25 PIS.
Comptoir National de Navigation 47 me Rampon à Paris. *Cote C. G.*

Somme due: VINGT Cinq FRANCS.
(Principal) : 25 FR.⁸⁰

Timbre of

Objet: Redevance du 15 septembre 1930 au 15 septembre 1931. Canalisation électrique au km 249/RTS, Commune de Valenciennes (arrêté du 10 septembre 1930)

Don't quittance sous toutes réserves

Qu. Re 22 OCT 1939 19

Our account

Received
7 OCTOBER 1930

Le Chef du Contentieux et du Domaine.

Le Chef de la Compatibilité Contr

payé le 4. 2. 1930
 par chèque no. 4. 8107
 du 30/11
 sur la Banque de France
 Timbre d'acc

Timbre d'acquit

98.2407

2 x 8 2

renuovo,

25¹,

15 Feb 1930 au 14 Feb 31

2^a période

De canalisations électriques souterraines, installées
à Tolémus, dans les rues du P. R. No. 249 11^e
rue Nationale 2^e 11^e (arrêté préfectoral du 10 Feb 1930)

à noter: Bureau des Domaines,

renuovo Orig en les Jours parmis les
marchands par la poste.

renuovo

T

Thierry

renuovo Le Directeur Général de la Préfecture de
Toulon, sur les vœux marqués, 24 avr 1930
Paris 8.

18 Septembre 1930

Paris à la ^{fr} belge
par Lille et par Valenciennes

Canalisation de
type souterraine

1^{ère} catégorie
Km. 249 815

Association Chambre de
Commerce de Valenciennes
Office National de la Navigation

Monsieur Carbelet,
Chef du Contrôle et de l'Exploitation
à PARIS

projet d'
arrêté préfectoral en date du

4 Septembre 1930

L'Association Chambre de
Commerce de Valenciennes, Office National de la Navigation à Paris

a été autorisée à faire les travaux

souterraine 1^{ère}
au P.B. Km. 249 815 de la ligne de Paris à la ^{fr} belge par Lille et Valenciennes
Les travaux d'installation de
cette canalisation ont été entrepris le 10 Courant.

Remail

Copie à Monsieur ARBET, Chef du Contentieux et du Domaine.

A.P.

CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne de PARIS
à la frontière belge
par LILLE et par VALENCIENNES

Commune de VALENCIENNES

" Association Chambre
de Commerce de VALENCIENNES -
Office National de la Navigation"
pétitionnaire

N° E.2181

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU NORD.

PROJET d' ARRETE

Le Préfet du Département du Nord.

Vu la pétition présentée par M. HOUPPERT, Directeur de l'Office National de la Navigation, agissant en qualité de gérant de "l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation" demeurant à PARIS, 47 rue Cambon, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de Paris à la Frontière belge par LILLE et par VALENCIENNES, sur le P.S. Km.249,815 (route nationale N°45) dit "Pont Jacob", sur le territoire de la commune de VALENCIENNES, une canalisation électrique souterraine de la catégorie, 600 volts (courant continu) pour la traction électrique des bateaux sur l'Escant entre Condé et Etrun (Bassin Rond);

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer;

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 juillet 1927 portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1927;

Vu les observations, en date du 1er juillet 1930, de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord;

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord;

ARRETE:

Article premier - "L'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation", demeurant à PARIS, 47 rue Cambon, est autorisée à établir, au travers du chemin de fer de PARIS à la frontière belge par LILLE et par VALENCIENNES, sur le P.S., km.249,815 (route Nationale N°45), dit "Pont Jacob", sur le territoire de la Commune de VALENCIENNES, une canalisation électrique souterraine de 1ère catégorie devant porter du courant continu d'une intensité efficace de 90 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 600 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux Règlements ou arrêtés édictés

.....

en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1927.

Article 2 - La canalisation sera formée d'un câble armé des meilleurs modèles connus, constitué par deux conducteurs en cuivre rouge de 78m/m^2 de section chacun, isolés par du papier imprégné, le tout entouré d'une gaine de plomb sans soudure recouverte d'une couche de filin goudronné, cette dernière couche étant recouverte d'une armature métallique de 1m/m^6 d'épaisseur elle-même entourée de filin goudronné.

A la traversée du chemin de fer, le câble à installer sera posé dans le caniveau spécialement aménagé sous le trottoir Nord de l'ouvrage.

La Société permissionnaire se concentrera, avant la pose du câble, avec M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à DOULI et M. le Chef de district en résidence à VALENCIENNES, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de "l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation".

Les essais électriques, prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, "l'Association Chambre de Commerce de Valenciennes - Office National de la Navigation" demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; elle restera chargée en outre directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du Chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de "l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation", soit par ses soins propres, sous la surveillance des Agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande, ou si le Service du Contrôle du Chemin de Fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte de l'Association permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc.... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par elle dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 12% pour frais généraux et intérêts.

.....

Article 5 - "L'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation - paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 25frs.

Article 6 - " L'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation " devra, toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le Chemin de fer, opérer à ses frais, le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, l'Association permissionnaire sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée, s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique de l'Association permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

1°- A M.le Maire de la Commune de VALENCIENNES;

2°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier à "l'Association Chambre de Commerce de VALENCIENNES - Office National de la Navigation" à Paris 47 rue Cambon;

3°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

4°- A M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord.

Fait à LILLE, le

Le Préfet

MAIRIE DE VALENCIENNES

17 SEP 1950

INGENIEUR PRINCIPAL
DES TELEGRAPHES

